

Pouvoir d'emprunt

présence du premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. John Buchanan, et de M. Gillespie en avril 1981.

Toutes ces initiatives enfreignaient évidemment les directives établies et tout marché conclu qui rapporte à un ancien ministre des bénéfices de l'ordre de \$750,000 porte certes à croire qu'il y a eu irrégularité. La Chambre et les Canadiens réclament au gouvernement des réponses franches, et si nous ne les obtenons pas, les ministres impliqués devront donc donner leur démission.

En guise de conclusion, j'ajouterais que le dernier exemple du favoritisme du gouvernement suit de près la récompense accordée à un ancien ministre pour ses services passés. En effet, M. Donald Macdonald doit recevoir \$800 par jour pour étudier et analyser les problèmes propres à la structure économique.

M. Chénier: Quel rapport cela peut-il bien avoir avec le projet de loi?

Mlle MacDonald: Il est question d'emprunt.

M. Domm: Après les incidents dont nous avons été témoins à la Chambre depuis trois semaines, il n'est guère nécessaire de pousser nos recherches très loin pour savoir qui au fond est vraiment inepte sur le plan économique. Ce ne sont ni les retraités, ni les vieillards, ni les chômeurs. Nos difficultés économiques actuelles sont imputables à la mauvaise gestion des libéraux. Il n'est pas nécessaire, pour en arriver à cette conclusion, de verser \$800 par jour.

Bien entendu, si le ministre des Finances et le vice-premier ministre démissionnent, profitons-en pour demander au gouvernement actuel de rendre service aux Canadiens et de démissionner à son tour afin que nous ayions le champs libre pour rétablir la confiance que doit inspirer le régime gouvernemental canadien.

Des voix: Bravo!

M. Ron Stewart (Simcoe-Sud): Monsieur le Président, par le projet de loi en discussion, le gouvernement demande au Parlement de l'autoriser à emprunter jusqu'à 19 milliards, montant jusqu'ici inégalé dans l'histoire canadienne. Le gouvernement nous dit: «Pas de questions, donnez-nous l'argent.»

En 1968, année d'avant-Pierre, l'État fonctionnait avec \$500 par Canadien. Aujourd'hui il lui en faut \$3,750, et la part de chaque Canadien dans la dette nationale est de \$8,000. Peut-être ne serait-il pas mauvais d'insister là-dessus auprès du député de Scarborough-Centre (M. Kelly). Même nos petits-enfants devront en supporter les conséquences.

Cependant, le gouvernement a certainement dû se rendre compte que presque tout le monde au Canada pose des questions. Et d'abord et surtout, ils veulent savoir pourquoi. Est-ce que ces emprunts vont stimuler d'une façon ou d'une autre notre économie en stagnation? Bien sûr que non. Pourquoi le gouvernement a-t-il endetté le pays à hauteur de 27 milliards? Est-ce qu'il lui faut encore 19 milliards de plus? Bien sûr que non. Alors que le ministre des Finances (M. Lalonde) nous avait promis en octobre qu'il examinerait toutes les incidences financières et qu'il nous en rendrait compte, pourquoi n'a-t-il encore rien fait? Pourquoi le ministre nous avait-il promis avec son sourire à la *coalgate* de nous donner toutes les réponses? Tout le monde aujourd'hui est fixé sur le *coalgate*, et les Canadiens n'ont pas envie de sourire.

A toutes nos questions, le gouvernement a répondu d'un ton arrogant: «Ce n'est pas votre affaire». Bien sûr que c'est notre

affaire! Où sont allés les 27 milliards? Donald McGillivray, de Southam Press, a calculé qu'un consommateur zélé mettrait plus de 2,000 ans à épuiser cette somme, en dépensant \$100 l'heure, 16 heures par jour et six jours par semaine. Ma femme elle-même ne pourrait en faire autant. Ce sont nos enfants que nous surendettons. Cependant, l'inverse est vrai également: celui qui doit un milliard mettrait autant de temps à rembourser à la même cadence. Voilà l'héritage que le gouvernement lègue à nos enfants, et il a le culot de nous dire que cela n'est pas notre affaire, pas plus que le projet de loi C-139 n'était notre affaire, disait-il.

Le gouvernement clame: «Il faut adopter ce bill en vitesse.» Il veut que le scrutin intervienne demain. Réfléchissons au bill C-139, dont les députés ont eu le plaisir ou l'ennui de m'entendre parler, suivant leur inclination. Il a fallu aux services de l'État 389 jours pour rédiger le document qui traite des modifications à la loi de l'impôt sur le revenu annoncées au budget, ainsi que les comptes publiés en novembre et décembre 1981 et en juin et octobre 1982. Cela remonte à 15 mois. Pas étonnant qu'il faille emprunter 19 milliards. Nous ne savons absolument pas où nous allons, nous n'avons aucune planification. Beau résultat du labeur de deux ministres des Finances, dont le premier a été rétrogradé aux Affaires extérieures pour qu'il essaie de s'y rendre utile après avoir si malmené nos affaires financières, et son successeur le ministre actuel (M. Lalonde) qui est resté là assis pendant sept jours comme une potiche pendant que le premier ministre (M. Trudeau) se voyait obligé de reconnaître que la Chambre avait été induite en erreur. Et c'est à lui qu'on nous demande de confier 19 milliards? C'est de lui que les Canadiens doivent attendre un honnête budget? Incroyable, monsieur le Président!

● (1240)

Il ne nous appartient pas, dit le gouvernement, de poser des questions au sujet de ces 19 milliards. Eh bien, cela m'appartient, cela appartient à mes collègues et cela appartient à tous les Canadiens, parce que tout cela c'est à nous. A cause des politiques économiques absolument désastreuses du gouvernement, des centaines d'entreprises canadiennes, grosses et petites, ont sombré ou sont au bord de la faillite. Voilà qui est en soi une tragédie nationale, et cela en a provoqué une autre, la mise au chômage d'un nombre effroyable de gens. Si nous consentons au gouvernement l'argent qu'il demande pour poursuivre sa mauvaise gestion de l'économie, si nous votons ces emprunts, c'est que nous serons devenus fous... 19 milliards de plus sans poser de questions parce que, paraît-il, il ne nous appartient pas de le faire! Alors c'est que plus rien ne nous appartiendra: plus d'entreprises, plus d'emplois, plus d'avenir! Eh bien, nous, nous disons non, monsieur le Président. Non au premier ministre socialiste qui a infiltré un bon vieux parti politique bien stable pour en faire le champion de la faillite et de l'étatisme absolu.

Une voix: Il a perdu toute notion de moralité.

M. Stewart: Le Canada est en effet dépourvu de moralité—merci—et aussi de leadership. Dans le secteur privé, on n'accepterait jamais une catastrophe aussi généralisée et on y mettrait un terme sans tarder.

Si l'entreprise privée voulait retrouver sa position concurrentielle sur le marché, les actionnaires exigeraient un décompte détaillé et exhaustif, que nous n'obtenons pas, cela va de soi, de